

**OFFICE CENTRAL DE LUTTE
CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**

SECRETARIAT GENERAL

**REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi**

Conférence sur la lutte contre l'enrichissement illicite d'un point de vue religieux

LE COMPTE RENDU



Objet : « Conférence - Débats sur la lutte contre l'enrichissement illicite d'un point de vue religieux »

Organisateur : L'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement illicite

Partenaire : Le Ministère de la refondation de l'Etat, chargé des relations avec les institutions ; le Haut Conseil Islamique du Mali à travers la Ligue malienne des musulmans et érudits du Mali (LIMAMA) ; les églises catholique et protestante

Date et lieu : Jeudi 15 juillet 2021 à l'espace MAEVA palace à Bamako.

Durée : 4 heures (10h – 14h)

Conférenciers :

- **Gaoussou MINTA, Secrétaire général adjoint de LIMAMA ;**
- **Calixte TRAORE, Ancien président national du Laïcat au Mali, Archidiocèse de Bamako;**
- **Révérant Pasteur Djibril Kalane TOURE, Secrétaire général de l'AGEMPEM ;**
- **Prof Hamidou MAGASSA, Anthropologue – Chercheur.**

Modératrice : Mme Jacqueline KONATE, Maitre de conférences.

Rapporteurs : Salam TOURE du Haut Conseil Islamique du Mali ; Gaousou KOUYATE de l'Association Islamique pour le Salut.

Participants : Liste de participants en annexe

Rappel des objectifs et résultats :

L'objectif global vise à informer et sensibiliser les agents et les cadres de l'Etat sur la lutte contre l'enrichissement illicite d'un point de vue religieux.

Les objectifs spécifiques sont au nombre de 3, à savoir :

1. commenter et présenter les écritures saintes sur le phénomène de la corruption ;
2. échanger sur les valeurs socioreligieuses dans le cadre de la prévention de l'enrichissement illicite ;
3. identifier les moyens d'action de prévention de l'enrichissement illicite en recourant aux principes des valeurs socioreligieuses.

Trois résultats sont attendus au terme de cette activité. Il s'agit :

1. donner les outils à l'OCLEI afin qu'il s'inspire des enseignements des religions musulmane et chrétienne pour renforcer le dispositif de prévention en matière de lutte contre l'enrichissement illicite ;
2. informer et sensibiliser les cadres, agents de l'administration et les leaders des organisations de la société civile sur le caractère répugnant de la corruption comme prescrit dans les livres saints;
3. amener les leaders religieux à s'engager dans la croisade contre l'enrichissement illicite à travers les prêches quotidiens destinés aux fidèles.

DEROULEMENT :



Cérémonie d'ouverture. Photo des officiels et le discours du président de l'OCLEI

Cérémonie d'ouverture

Deux moments forts ont marqué la cérémonie d'ouverture. Les interventions du Docteur Moumouni GUINDO, Hamed SAM et Abraham BENGALY, respectivement le Président de l'OCLEI ; le Représentant du Président de la Cour Suprême et le Secrétaire général du Ministère de la Refondation de l'Etat chargé des relations avec les institutions.

Entre les interventions du président Moumouni GUINDO et celle de M. Abraham BENGALY, les participants ont eu droit à une leçon modèle, donnée par le professeur Hamidou MAGASSA, Anthropologue – Chercheur.

La leçon modèle a permis aux participants d'avoir une vue d'ensemble sur le phénomène de la corruption dans nos sociétés ; le rôle et la place de la religion dans le combat contre la corruption. La leçon a duré 15 minutes.



La modératrice, Mme Jacqueline KONATE, Maitre de conférences

Le Panel :



Calixte TRAORE de l'église catholique et Gaoussou MINTA, représentant LIMAMA

Gaoussou MINTA, représentant LIMAMA, a été le premier à prendre la parole. Il a expliqué la corruption selon les préceptes de l'islam ; son impact négatif sur le bien-être de notre société et les sanctions auxquelles s'exposent le corrompu, le corrupteur et l'intermédiaire.

Il a précisé que l'Islam interdit la corruption pour ses conséquences désastreuses sur l'économie et sur nos mœurs. Le Saint Coran et les Hadiths condamnent très clairement la corruption sous toutes ses formes. Le livre Saint ne fait pas de distinction entre un corrupteur et un corrompu. Leur châtement est précisé dans le verset 33 de la Sourate « Al ma'ida ». Ce châtement va du pire des supplices au bannissement, a ajouté Gaoussou MINTA.

Calixte TRAORE de l'église catholique a défini la corruption en quatre dimensions. Il a parlé de la dimension organique qui se caractérise par le pourrissement du corps, l'avarie et la décomposition. La dimension morale et sociale qui se retrouve dans l'altération d'un jugement et la dégradation des mœurs. La dimension spirituelle et religieuse qui est la perversion, l'avilissement de l'esprit, la souillure de l'âme, etc. Enfin, la dimension économique qui est celle que nous connaissons et vivons tous dans nos structures et services publics.

Le représentant de l'église catholique ajoute que la corruption est aussi une menace à la paix. En effet, selon lui, la paix est menacée quand la dignité d'une personne n'est pas respectée ; et elle l'est encore plus lorsque la coexistence n'est pas destinée à assurer le bien commun dans l'intérêt de tous et de chacun.

Calixte TRAORE conclut en disant que la corruption est un péché sanctionné par l'éloignement de Dieu. Le corrupteur ne bénéficiera jamais de la miséricorde de Dieu tant qu'il ne se repent pas de ses actes.



Prof Hamidou MAGASSA, Anthropologue – Chercheur et le Révérend Pasteur Djibril Kalane TOURE, Secrétaire général de AGEMPEM

Le Révérend Djibril Kalane TOURE ajoute que deux passages de la Bible montrent que la corruption est en contraste radical avec les exigences de la foi chrétienne. Dans l'Exode 23. 8, Dieu donne la prescription suivante au peuple d'Israël : « Tu ne recevras point de présents ; car les présents aveuglent ceux qui ont les yeux ouverts et corrompent les paroles des justes ». Aussi, il est dit dans Job 15. 34 : « La maison de l'impie deviendra stérile et le feu dévorera la tente de l'homme corrompu ».

Le pasteur TOURE a appesanti son intervention sur le comportement des croyants face aux cas de corruption. Que doit – faire le croyant face à la corruption ; a-t-il martelé ?

Il a rappelé le rôle de sensibilisation et de non de répression de l'église. Cependant, la corruption ne sera vaincue que lorsque les croyants prennent conscience et acceptent de mettre leur foi devant le gain personnel, a conclu le Pasteur TOURE.

Les débats

Les échanges ont porté sur des questions ayant trait à la place du religieux dans la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite ; la corruption de l'homme religieux lui-même ; l'accointance entre religieux et corrupteurs ; le rapport culte et justice face à la corruption, l'utilisation du produit de la corruption pour se rapprocher de Dieu, etc. Ces différentes questions ont soulevé nombre de débats et de préoccupations.



Entre autres, la faiblesse de la sensibilisation dans les lieux de culte ; l'immixtion de personnalités religieuses dans le traitement des dossiers au niveau de la justice ; la faiblesse de la justice ; l'érection de l'impunité en système ; la mauvaise gouvernance des lieux de culte ; l'éducation des enfants, etc.

Les 3 panelistes chrétiens et musulmans et le professeur MAGASSA ont apporté des précisions sur ces questions. Il est ressorti des interventions des panélistes que les religions révélées proscrivent la corruption et invitent l'homme à s'en éloigner en améliorant sa conduite dans ses rapports avec la chose publique. Ils ont expliqué qu'en aucune manière l'utilisation du produit de la corruption dans le sentier d'Allah ne saurait servir à effacer le péché de la corruption.

Recommandations :

- l'implication et la responsabilisation des leaders chrétiens et musulmans pour multiplier les activités d'information et de sensibilisation dans les mosquées et églises et lors des évènements sociaux;
- La multiplication des initiatives du genre par l'OCLEI ;
- La lutte contre l'impunité.

La journée a pris fin par un déjeuner offert par l'OCLEI

Bamako le 22 juillet 2021

Le rapporteur

SeybouKEITA / Chef service communication OCLEI